

## **Pour une vraie coopération internationale dans la lutte contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent.**

Le 26 avril, j'ai participé à une conférence organisée par mon groupe de la Gauche Unitaire Européenne / Gauche Verte Nordique au Parlement européen sur le thème : « *Panama Papers, un an après : combattre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale* ».

Cette conférence faisait un premier bilan un an après les débuts des travaux de la commission d'enquête sur les Panama Papers au Parlement Européen dont je fais partie. Dans ce cadre j'ai eu à faire la conclusion d'un groupe de travail présentant des politiques originales et audacieuses de lutte contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent mises notamment en place en Amérique du Sud.

Sont intervenus, mon collègue et ami le député espagnol Miguel Urban ainsi que Diego Borja, ancien Ministre de l'Economie de l'Équateur, Susana Ruiz de l'organisation Oxfam ou encore le Professeur Richard Murphy de l'Université de Londres.

Voici le texte de mon intervention :

*D'abord je tiens à vous remercier de votre présence ainsi que les différents intervenants pour leurs apports à notre réflexion. Ces moments de partage seront précieux dans notre travail de lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent.*

*Il faudra que nous soyons tout aussi créatifs que ceux qui veulent se soustraire à leurs obligations, à l'impôt et à la loi.*

*Les initiatives prises ailleurs et les réflexions engagées doivent nous faire réfléchir et nous inspirer, notamment en Amérique Latine comme présentées par Monsieur le ministre de l'économie de l'Équateur, Monsieur le Président du comité d'enquête sur les Panama Papers du Parlement bolivien, Madame Ruiz de l'organisation Oxfam, Monsieur Manuel Montes chercheur de l'organisation South Centre et par Monsieur Richard Murphy de l'Université de la City.*

*La décision du peuple équatorien d'interdire à toute personne ayant des actifs dans les paradis fiscaux d'avoir accès à des fonctions politiques ou publiques nous aurait été bien utile ici au niveau de la Commission européenne dont la commission de déontologie tolère tous les pantouflages*

*et ferme même les yeux sur les actifs oubliés de madame Kroes dans des paradis fiscaux.*

*De même, l'action du fisc argentin contre l'officine de la BNP favorisant la fuite des capitaux des riches argentins, devrait inspirer nos administrations fiscales, mais aussi le parquet européen que nous venons de lancer.*

*Au sein de l'Union européenne, la concurrence fiscale doit cesser car c'est une logique fondamentalement nuisible aux peuples. Associée à la libre circulation des capitaux, cette concurrence facilite et crée les opportunités d'évasion fiscale pour les fraudeurs, qui n'ont jamais eu besoin de ça.*

*Les quelques initiatives prises récemment par la Commission européenne notamment contre Apple, ou les rescrits fiscaux du Luxembourg ne sont là que pour sanctionner les abus d'un système qui favorise en lui-même la fraude à l'impôt et le blanchiment d'argent sale alors qu'il faudrait le remettre en question pour vraiment s'attaquer aux causes.*

*Ces dogmes sont intenable et nocifs car c'est au nom de cette compétition que l'on s'apprête à baisser un peu partout l'impôt sur les sociétés, notamment aux États-Unis en le faisant passer de 35 à 15%, comme le veut M. Trump.*

*Prendre ce chemin c'est accepter la victoire des fraudeurs et des criminels sur la puissance publique et c'est ensuite faire payer cette victoire aux plus démunis.*

*Les sommes mirobolantes issues du travail, qui disparaissent chaque année c'est moins d'écoles, d'hôpitaux, moins de solidarité, moins de développement des infrastructures, moins de services à la personne et enfin des moyens limités pour conduire la transition écologique. C'est aussi un manque de moyens pour le développement des pays du Sud et pour le co-développement humain.*

*Songeons seulement qu'une action commune et déterminée contre l'évasion fiscale pourrait faire cesser les 1000 milliards de fonds publics perdus chaque année dans l'Union Européenne à cause de l'évasion fiscale - soit l'équivalent des richesses produites dans un pays comme l'Espagne - qui place les intérêts d'une minorité au-dessus du bien commun.*

*Face à ces défis c'est bien de la détermination qu'il nous faut. En cela, le partage des expériences de chacun est primordial et pour cela je vous remercie. Un problème mondial ne pourra être véritablement réglé qu'au niveau international. Voilà pourquoi l'idée de l'organisation d'une grande*

*conférence mondiale contre l'évasion et la fraude fiscale sur le modèle de la conférence climat, constituerait un acte considérable pour que cesse ce vol.*